

**Art. 2.** La condition de connaissance pratique suffisante de l'anglais sera appliquée pour la première fois lors de la sélection des candidats à un cours supérieur qui débute dans l'année académique 2007-2008.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
A. FLAHAUT

**Art. 2.** De voorwaarde van voldoende werkbare kennis van het Engels zal voor de eerste keer toegepast worden tijdens de selectie van de kandidaten voor een hogere cursus die aanvangt in het academiejaar 2007-2008.

**Art. 3.** Onze Minister van Landsverdediging wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
A. FLAHAUT

#### MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2005 — 2002

[C — 2005/07198]

#### 10 AOUT 2005. — Arrêté royal relatif aux absences pour motif de santé des militaires

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1<sup>er</sup> mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces armées, notamment l'article 16, remplacé par la loi du 28 décembre 1990;

Vu la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, notamment l'article 18, remplacé par la loi du 28 décembre 1990;

Vu la loi du 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées, notamment l'article 12, remplacé par la loi du 28 décembre 1990;

Vu la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, notamment l'article 10<sup>ter</sup>, inséré par la loi du 28 décembre 1990 et modifié par la loi du 24 juillet 1992;

Vu la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1989 relatif aux absences pour motif de santé des militaires des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> octobre 1992, 11 août 1994 et 3 mai 2003;

Vu le protocole du Comité de négociation du personnel militaire des forces armées, clôturé le 3 janvier 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 février 2005;

Vu l'avis 38.253/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 avril 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 juin 2005;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux militaires du cadre actif, ainsi qu'aux militaires du cadre de réserve en service actif.

Toutefois, le présent arrêté ne s'applique pas aux militaires en utilisation, en mobilité, en disponibilité ou mis à la disposition d'une autre administration.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° autorité désignée : l'autorité désignée dans un règlement;
- 2° règlement : un règlement arrêté par le Ministre de la Défense;

3° hospitalisation : le séjour, selon le cas, dans un hôpital militaire ou civil, ou dans une maison de soins ou de repos.

#### CHAPITRE II. — De l'absence pour motif de santé

**Art. 3.** Sont considérés comme absents pour motif de santé :

- 1° les militaires en incapacité de travail pour raisons médicales;
- 2° les militaires hospitalisés, ainsi que les militaires séjournant dans une maison de repos ou de soins;

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2005 — 2002

[C — 2005/07198]

#### 10 AUGUSTUS 2005. — Koninklijk besluit betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de militairen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 16, vervangen bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 18, vervangen bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 12, vervangen bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 10<sup>ter</sup>, ingevoegd bij de wet van 28 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 24 juli 1992;

Gelet op de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1989 betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de militairen van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 oktober 1992, 11 augustus 1994 en 3 mei 2003;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht, afgesloten op 3 januari 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 februari 2005;

Gelet op het advies 38.253/4 van de Raad van State, gegeven op 12 april 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 22 juni 2005;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de militairen van het actief kader, evenals op de militairen van het reservekader in werkelijke dienst.

Dit besluit is evenwel niet van toepassing op de militairen in beziging, in mobiliteit, in beschikbaarheid of ter beschikking gesteld van een andere administratie.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° aangewezen overheid : de overheid aangewezen in een reglement;
- 2° reglement : een reglement uitgevaardigd door de Minister van Landsverdediging;

3° hospitalisatie : het verblijf, naargelang het geval, in een militair of burgerhospitaal, of in een rust- of verzorgingstehuis.

#### HOOFDSTUK II. — De afwezigheid om gezondheidsredenen

**Art. 3.** Worden beschouwd als afwezig om gezondheidsredenen :

- 1° de militairen die arbeidsongeschikt zijn wegens medische redenen;
- 2° de militairen die in een hospitaal zijn opgenomen, evenals de militairen die in een rust- of verzorgingstehuis verblijven;

3° les militaires travaillant à mi-temps pour motif de santé, pendant leurs périodes d'absences justifiées;

4° les militaires internés par décision judiciaire ou administrative en application de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, sauf si cet internement est suivi de la démission d'office;

5° les militaires en retrait temporaire d'emploi pour motif de santé.

**Art. 4.** Sauf en cas d'hospitalisation, les congés et les absences autorisées ne sont pas interrompus pour motif de santé.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** L'absence pour motif de santé est justifiée par un certificat médical, dont le modèle est fixé dans un règlement, délivré par un médecin militaire ou civil.

Le certificat médical mentionne l'incapacité de travail, le diagnostic, la durée probable de l'absence et si le militaire est autorisé à quitter son lieu de résidence.

Sauf cas de force majeure, le certificat médical ne peut pas être établi avec un effet rétroactif de plus de vingt-quatre heures.

§ 2. Une incapacité de travail ne peut être accordée pour plus de trente jours consécutifs, sauf si elle est la conséquence directe d'une hospitalisation.

§ 3. Lorsque deux périodes d'absence pour motif de santé ne sont interrompues que par un week-end ou par une période pendant laquelle le service est réglé comme le dimanche, ces jours sont considérés comme une période d'absence pour motif de santé, sauf si le militaire a effectué une prestation de service un de ces jours.

§ 4. Sauf cas de force majeure, le militaire est tenu d'avertir son unité de son absence dans la matinée du premier jour d'absence pour motif de santé.

Dans les deux jours ouvrables suivant la date à laquelle débute l'absence pour motif de santé, sauf cas de force majeure, le militaire envoie le certificat médical à son unité par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, la date de la poste faisant foi pour cet envoi. Il peut également le remettre à son unité contre accusé de réception.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Pendant l'absence pour motif de santé, le militaire peut quitter son lieu de résidence, sauf en cas de mention contraire dans le certificat médical.

Toutefois, le militaire est soumis à une période d'interdiction de quitter son lieu de résidence entre dix et seize heures. Celle-ci débute le premier jour d'absence pour motif de santé et se termine le troisième jour ou après la confirmation, par un médecin-contrôleur, du bien-fondé de l'exemption et du bien-fondé de la durée de l'absence.

En cas de prolongation d'une absence pour motif de santé, une période d'interdiction, de la même durée, est à nouveau d'application.

§ 2. En dérogation au § 1<sup>er</sup>, le militaire n'est soumis à aucune période d'interdiction lorsque l'absence pour motif de santé ou la prolongation d'une absence pour motif de santé, selon le cas :

1° découle d'un accident de travail;

2° a été accordée par un médecin chargé de l'appui médical au profit de l'unité de l'intéressé.

§ 3. Pendant la période d'interdiction ou en cas d'interdiction de quitter le lieu de résidence, la sortie n'est autorisée que pour les raisons suivantes :

1° une consultation auprès du médecin traitant ou d'un médecin spécialiste;

2° se rendre dans une pharmacie;

3° des traitements médicaux ou paramédicaux supplémentaires;

4° un contrôle médical au cabinet du médecin-contrôleur.

A la demande de l'autorité désignée, le militaire justifie sa sortie, sauf dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°.

3° de militairen die halftijds werken om gezondheidsredenen, tijdens hun perioden van gerechtvaardigde afwezigheid;

4° de militairen die bij gerechtelijke of administratieve maatregel geïnterneerd zijn overeenkomstig de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, behalve indien deze internering gevolgd wordt door het ontslag van ambtswege;

5° de militairen in tijdelijke ambtsontheffing om gezondheidsredenen.

**Art. 4.** Behalve in geval van hospitalisatie, worden de verloven en de toegelaten afwezigheden niet onderbroken om gezondheidsredenen.

**Art. 5. § 1.** De afwezigheid om gezondheidsredenen wordt gerechtvaardigd door een geneeskundig getuigschrift, waarvan het model wordt vastgesteld in een reglement, afgegeven door een militair of burgergeneesheer.

Het geneeskundig getuigschrift vermeldt de arbeidsongeschiktheid, de diagnose, de waarschijnlijke duur van de afwezigheid en of de militair zijn verblijfplaats mag verlaten.

Behoudens in geval van overmacht kan het geneeskundig getuigschrift niet met een terugwerkende kracht van meer dan vierentwintig uur worden opgesteld.

§ 2. Een arbeidsongeschiktheid kan niet voor meer dan dertig opeenvolgende dagen worden toegestaan, behalve indien ze het rechtstreekse gevolg is van een hospitalisatie.

§ 3. Wanneer twee periodes van afwezigheid om gezondheidsredenen slechts worden onderbroken door een weekend of door één periode waarin de dienst geregeld wordt zoals op zondag, worden deze dagen beschouwd als een periode van afwezigheid om gezondheidsredenen, tenzij de militair op één van die dagen een dienstprestatie heeft verricht.

§ 4. Behoudens in geval van overmacht dient de militair zijn eenheid van zijn afwezigheid te verwittigen in de voormiddag van de eerste dag van afwezigheid om gezondheidsredenen.

Binnen de twee werkdagen volgend op de datum van het begin van de afwezigheid om gezondheidsredenen, behoudens in geval van overmacht, zendt de militair het geneeskundig getuigschrift met een bij de post aangetekende brief met ontvangstbewijs toe aan zijn eenheid, de datum van het postmerk geldt als bewijs van die verzending. Hij kan het ook afgeven bij zijn eenheid tegen ontvangstbewijs.

**Art. 6. § 1.** Gedurende de afwezigheid om gezondheidsredenen mag de militair zijn verblijfplaats verlaten, tenzij anders vermeld op het geneeskundig getuigschrift.

De militair is evenwel aan een sperperiode onderworpen tijdens de welke hij zijn verblijfplaats niet mag verlaten tussen tien en zestien uur. Deze vangt aan de eerste dag van de afwezigheid om gezondheidsredenen en eindigt de derde dag of na de bevestiging, door een controlegeneesheer, van de gegrondheid van de vrijstelling en de gegrondheid van de duur van de afwezigheid.

Bij een verlenging van een afwezigheid om gezondheidsredenen is opnieuw een sperperiode, van dezelfde duur, van toepassing.

§ 2. In afwijking van § 1, wordt de militair aan geen enkele sperperiode onderworpen wanneer de afwezigheid om gezondheidsredenen of de verlenging van een afwezigheid om gezondheidsredenen, naargelang het geval :

1° voortvloeit uit een arbeidsongeval;

2° werd toegestaan door een geneesheer die belast is met de medische steun ten voordele van de eenheid van de betrokkene.

§ 3. Gedurende de sperperiode of bij verbod de verblijfplaats te verlaten, wordt het uitgaan enkel toegelaten voor volgende redenen :

1° een consultatie bij de behandelende geneesheer of bij een geneesheer-specialist;

2° om zich naar een apotheek te begeven;

3° bijkomende medische of paramedische behandelingen;

4° een controleonderzoek op het kabinet van de controlegeneesheer.

Op verzoek van de aangewezen overheid rechtvaardigt de militair zijn uitgaan, behalve in het geval bedoeld in het eerste lid, 4°.

**Art. 7.** Le travail à mi-temps pour motif de santé n'est admis que dans le cadre du traitement médical ou d'une affection du militaire.

La proposition de travail à mi-temps est adressée au commandant de la composante médicale, par le médecin traitant du militaire via le chef de corps. La demande est établie selon le modèle fixé dans un règlement.

A la fin de la période de travail à mi-temps, le militaire reprend le service à temps plein, sauf s'il est mis en absence pour motif de santé à temps plein.

Chaque période de travail à mi-temps pendant laquelle le militaire est absent, est assimilée à une période d'absence pour motif de santé d'une durée équivalente.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Sur une période de trente mois consécutifs, la durée de l'absence pour motif de santé ne peut excéder vingt-quatre mois.

§ 2. En dérogation au § 1<sup>er</sup>, la commission militaire d'aptitude et de réforme peut prolonger la durée de l'absence pour motif de santé du militaire par tranche de maximum douze mois, jusqu'à une durée maximale de soixante mois, dans les cas suivants :

1° pour le militaire atteint d'une affection pour laquelle il y a suffisamment d'indices de guérison possible;

2° pour le militaire atteint de maladie grave et de longue durée.

Par maladies graves et de longue durée, on entend uniquement les maladies chroniques, somatiques ou physiques de longue durée.

**Art. 9.** La procédure de comparution devant la commission médicale d'aptitude et de réforme peut être initiée à l'encontre du militaire qui est absent pour motif de santé, conformément aux dispositions réglementaires relatives aux commissions militaires d'aptitude et de réforme.

**Art. 10.** Pendant une absence pour motif de santé, le militaire ne peut exercer d'emploi en cumul.

Lorsqu'un militaire exerce ou a exercé une activité professionnelle pendant son absence pour motif de santé, le chef de corps ou l'autorité désignée par le directeur général human resources initie, lorsqu'il l'estime nécessaire, une procédure de comparution devant un conseil d'enquête.

### CHAPITRE III. — *Du contrôle médical*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le chef de corps d'un militaire absent pour motif de santé ou l'autorité désignée peut à tout moment demander un contrôle médical de cette absence, sauf si celle-ci a été accordée par le médecin chargé de l'appui médical au profit de l'unité de l'intéressé.

Toutefois, un contrôle médical d'un militaire en incapacité de travail pour raisons médicales doit être demandé par le chef de corps dans les cas suivants :

1° lors d'une absence pour motif de santé de plus de vingt-huit jours consécutifs, sauf si celle-ci a été accordée par le médecin chargé de l'appui médical au profit de l'unité de l'intéressé;

2° lorsque le militaire souhaite se rendre à l'étranger pendant l'absence pour motif de santé, pour autant qu'il n'y réside pas.

§ 2. Le contrôle médical est effectué par un médecin appartenant à un organisme externe à la Défense, ci-après dénommé médecin-contrôleur, au lieu de résidence du militaire absent pour motif de santé.

Un médecin militaire, répondant aux conditions fixées à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, peut toutefois être désigné comme médecin-contrôleur dans les cas suivants :

1° si l'organisme externe ne peut effectuer le contrôle médical;

2° si cela s'avère nécessaire afin de préserver la capacité opérationnelle des forces armées.

§ 3. Le contrôle médical peut comprendre un examen médical corporel.

En cas d'absence du militaire au lieu de résidence, ce dernier est convoqué pour un contrôle au cabinet du médecin-contrôleur.

**Art. 7.** Halftijdse arbeid om gezondheidsredenen wordt enkel toegestaan in het kader van de medische behandeling of van een aanhouding van de militair.

Het voorstel tot halftijdse arbeid wordt gericht aan de commandant van de medische component, door de behandelende geneesheer van de militair via de korpscommandant. De aanvraag wordt opgesteld volgens het model vastgesteld in een reglement.

Na de toegestane periode van halftijdse arbeid herneemt de militair de dienst voltijds, behalve wanneer hij in voltijdse afwezigheid om gezondheidsredenen wordt geplaatst.

Elke periode van halftijdse arbeid, gedurende welke de militair afwezig is, wordt gelijkgesteld aan een periode afwezigheid om gezondheidsredenen van een gelijke duur.

**Art. 8.** § 1. Over een periode van dertig opeenvolgende maanden mag de duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen niet meer dan vierentwintig maanden bedragen.

§ 2. In afwijking van § 1, kan de militaire commissie voor geschiktheid en reform de afwezigheid om gezondheidsredenen van de militair per gedeelte van maximum twaalf maanden verlengen, tot een maximumduur van zestig maanden, in de volgende gevallen :

1° voor de militair die aan een aandoening lijdt waarvoor er voldoende aanwijzingen zijn voor een mogelijke genezing;

2° voor de militair die aan een ernstige en langdurige aandoening lijdt.

Onder ernstige en langdurige aandoeningen worden enkel de chronische, somatische of fysieke aandoeningen van lange duur begrepen.

**Art. 9.** De procedure voor het verschijnen voor de militaire commissie voor geschiktheid en reform kan worden opgestart voor de militair die afwezig is om gezondheidsredenen, overeenkomstig de reglementaire bepalingen betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform.

**Art. 10.** Tijdens een afwezigheid om gezondheidsredenen mag een militair geen betrekking in cumul uitoefenen.

Wanneer een militair een beroepsactiviteit uitoefent of heeft uitgeoefend tijdens zijn afwezigheid om gezondheidsredenen, start de korpscommandant of de overheid aangewezen door de directeur-generaal human resources, indien hij het nodig acht, een procedure van oproeping op om te verschijnen voor een onderzoeksaanbod.

### HOOFDSTUK III. — *De medische controle*

**Art. 11.** § 1. De korpscommandant van een militair afwezig om gezondheidsredenen of de aangewezen overheid kan te allen tijde een medische controle van die afwezigheid aanvragen, behalve indien deze toegestaan werd door de geneesheer die belast is met de medische steun ten voordele van de eenheid van de betrokkene.

Een medische controle van een militair die arbeidsongeschikt is wegens medische redenen moet evenwel door de korpscommandant worden aangevraagd in de volgende gevallen :

1° bij een afwezigheid om gezondheidsredenen van meer dan achtentwintig opeenvolgende dagen, behalve indien deze toegestaan werd door de geneesheer die belast is met de medische steun ten voordele van de eenheid van de betrokkene;

2° wanneer de militair zich tijdens de afwezigheid om gezondheidsredenen naar het buitenland wenst te begeven, voor zover hij er niet verblijft.

§ 2. De medische controle wordt uitgevoerd door een geneesheer die tot een organisme extern aan Landsverdediging behoort, hierna controlegeneesheer genoemd, in de verblijfplaats van de militair afwezig om gezondheidsredenen.

Een militaire geneesheer, die aan de in artikel 16, § 1, bepaalde voorwaarden voldoet, kan evenwel aangewezen worden als controlegeneesheer in de volgende gevallen :

1° als het externe organisme de medische controle niet kan uitvoeren;

2° als dat nodig wordt geacht om de paraatheid van de krijgsmacht te bewaren.

§ 3. De medische controle kan een lichamelijk medisch onderzoek omvatten.

Bij afwezigheid van de militair in de verblijfplaats, wordt deze opgeroepen voor een controle in het kabinet van de controlegeneesheer.

Dans l'exécution de sa tâche, le médecin-contrôleur :

1° peut, avec l'autorisation de l'intéressé, demander un droit de regard sur les documents médicaux dont dispose le militaire;

2° se prononce sur le bien-fondé de l'absence et vérifie la durée probable de l'absence;

3° après concertation avec le médecin traitant, peut imposer des examens médicaux supplémentaires utiles au diagnostic et n'ayant aucun caractère d'intrusion.

§ 4. Lorsqu'il ne peut quitter son lieu de résidence, le militaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre au médecin-contrôleur d'exécuter sa mission. Il doit se tenir à la disposition du médecin-contrôleur au lieu de résidence qu'il a indiqué et ne peut refuser de se faire examiner.

§ 5. Les modalités complémentaires relatives à la procédure du contrôle médical ainsi qu'à la convocation au cabinet du médecin-contrôleur sont fixées dans un règlement.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le contrôle médical peut être effectué avant ou après la consultation du médecin traitant par le militaire.

§ 2. Si le contrôle médical s'effectue avant la consultation du médecin traitant, le médecin-contrôleur se prononce sur l'état de santé du militaire et peut accorder une incapacité de travail pour la journée en cours.

Le médecin-contrôleur notifie ses constatations par écrit au militaire concerné.

Si le médecin-contrôleur juge que l'absence n'est pas justifiée, le militaire est tenu de reprendre son service.

Si le militaire concerné n'est pas d'accord avec la décision du médecin-contrôleur, il peut consulter le médecin traitant qui peut, en concertation avec le médecin-contrôleur, uniquement accorder une incapacité de travail pour la journée en cours. Si aucun accord n'intervient entre le médecin traitant et le médecin-contrôleur, le médecin-contrôleur saisit l'autorité désignée, afin de soumettre le litige d'ordre médical à la procédure d'arbitrage.

Le médecin traitant peut cependant accorder une incapacité de travail pour les jours suivants. Dans ce cas, un nouveau contrôle médical peut être demandé.

Le militaire demeure en absence justifiée jusqu'à la notification de la décision d'accord résultant de la concertation, ou jusqu'à la décision visée à l'article 14, § 2, alinéa 3.

§ 3. Si le contrôle médical s'effectue après la consultation du médecin traitant, le médecin-contrôleur se prononce sur le bien-fondé et vérifie la durée probable de l'absence.

Le médecin-contrôleur notifie ses constatations par écrit au militaire concerné.

Si le médecin-contrôleur conteste le bien-fondé ou la durée probable de l'absence, le militaire est tenu de reprendre le service.

Toutefois, toute contestation relative aux constatations du médecin-contrôleur, émanant du militaire, sera actée sur le document visé à l'alinéa 2. Le médecin-contrôleur prend alors contact avec le médecin traitant. Si aucun accord n'intervient, le médecin-contrôleur saisit l'autorité désignée, afin de soumettre le litige d'ordre médical à la procédure d'arbitrage.

Le militaire demeure en absence justifiée jusqu'à la notification de la décision d'accord résultant de la concertation, ou jusqu'à la décision visée à l'article 14, § 2, alinéa 3.

**Art. 13.** L'autorité désignée peut soumettre un militaire en absence pour motif de santé à un nouveau contrôle médical lorsque :

1° le certificat médical n'est pas établi ou transmis conformément aux dispositions de l'article 5;

2° un nouveau certificat médical est établi pour la même ou pour une autre maladie;

3° le médecin-contrôleur avait décidé, lors d'un contrôle médical précédent, que des examens complémentaires étaient nécessaires pour prendre une décision.

De controlegeneesheer, bij de uitvoering van zijn taak :

1° kan, met de toestemming van de betrokkene, inzagerecht vragen in de medische documenten waarover de militair beschikt;

2° spreekt zich over de gegrondheid van de afwezigheid uit en kijkt de waarschijnlijke duur van de afwezigheid na;

3° kan, na overleg met de behandelende geneesheer, bijkomende medische onderzoeken opleggen die nodig zijn voor de diagnose en die geen invasief karakter hebben.

§ 4. Wanneer hij zijn verblijfplaats niet mag verlaten, moet de militair alle nodige maatregelen nemen om de controlegeneesheer toe te laten zijn opdracht uit te voeren. Hij dient zich ter beschikking te houden op de opgegeven verblijfplaats en mag niet weigeren zich te laten onderzoeken.

§ 5. De bijkomende nadere regels inzake de medische controleprocedure evenals de oproeping naar het kabinet van de controlegeneesheer worden bepaald in een reglement.

**Art. 12.** § 1. De medische controle kan zowel gebeuren voor als na de consultatie van de behandelende geneesheer door de militair.

§ 2. Indien de medische controle voor de consultatie van de behandelende geneesheer gebeurt, doet de controlegeneesheer uitspraak over de gezondheidstoestand van de militair en kan een arbeidsongeschiktheid voor de lopende dag toekennen.

De controlegeneesheer betekent zijn bevindingen schriftelijk aan de betrokken militair.

Als de controlegeneesheer oordeelt dat de afwezigheid niet gerechtvaardigd is, dient de betrokken militair de dienst te hervatten.

Als de betrokken militair niet akkoord gaat met de beslissing van de controlegeneesheer kan hij de behandelende geneesheer raadplegen die, in overleg met de controlegeneesheer, enkel een arbeidsongeschiktheid voor de lopende dag kan toekennen. Als geen overeenkomst wordt bereikt tussen de behandelende geneesheer en de controlegeneesheer, vat de controlegeneesheer de aangewezen overheid, teneinde het geschil van medische aard aan de arbitrageprocedure te onderwerpen.

De behandelende geneesheer kan evenwel een arbeidsongeschiktheid voor de volgende dagen toekennen. In dit geval kan een nieuwe medische controle aangevraagd worden.

De militair blijft in gerechtvaardigde afwezigheid tot kennisgeving van de beslissing van akkoord resulterend uit het overleg, of de beslissing bedoeld in artikel 14, § 2, derde lid.

§ 3. Indien de medische controle na de consultatie van de behandelende geneesheer gebeurt, doet de controlegeneesheer uitspraak over de gegrondheid en kijkt de waarschijnlijke duur van de afwezigheid na.

De controlegeneesheer betekent zijn bevindingen schriftelijk aan de betrokken militair.

Indien de controlegeneesheer de gegrondheid of de waarschijnlijke duur van de afwezigheid in twijfel trekt, dient de militair de dienst te hervatten.

Indien de militair evenwel bezwaren heeft tegen de bevindingen van de controlegeneesheer, wordt dit vermeld op het document bedoeld in het tweede lid. De controlegeneesheer neemt dan contact op met de behandelende geneesheer. Als geen overeenkomst wordt bereikt, vat de controlegeneesheer de aangewezen overheid, teneinde het geschil van medische aard aan de arbitrageprocedure te onderwerpen.

De militair blijft in gerechtvaardigde afwezigheid tot kennisgeving van de beslissing van akkoord resulterend uit het overleg, of de beslissing bedoeld in artikel 14, § 2, derde lid.

**Art. 13.** De aangewezen overheid mag een militair in afwezigheid om gezondheidsredenen onderwerpen aan een nieuwe medische controle wanneer :

1° het geneeskundig getuigschrift niet opgesteld is of overgemaakt wordt in overeenstemming met de bepalingen van artikel 5;

2° een nieuw geneeskundig getuigschrift werd opgesteld voor dezelfde of een andere aandoening;

3° bij een vorige medische controle de controlegeneesheer besloot dat er bijkomende medische onderzoeken nodig waren om tot een beslissing te komen.

CHAPITRE IV. — *De l'arbitrage*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Dans les vingt-quatre heures suivant la saisine par le médecin-contrôleur, l'autorité désignée charge un médecin expert d'une mission d'arbitrage, ci-après dénommé arbitre, en vue de trancher le litige médical.

L'arbitre doit être choisi en concertation avec le militaire concerné dans une liste établie par le sous-chef d'état-major bien-être. Ne peuvent être repris dans cette liste que des médecins répondant aux conditions de l'article 16, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. L'arbitre invite le médecin-contrôleur et le médecin qui a délivré le certificat médical à faire valoir leurs arguments.

L'arbitre peut, s'il le juge nécessaire, soumettre le militaire à un examen médical. Le militaire qui refuse cet examen accepte implicitement la décision du médecin-contrôleur.

L'arbitre se prononce sur le bien-fondé et la durée de l'absence. Il notifie par lettre recommandée sa décision aux parties dans les cinq jours ouvrables suivant sa désignation. Cette décision est définitive et lie les parties.

§ 3. Les modalités d'exécution de la procédure d'arbitrage sont fixées dans un règlement.

**Art. 15.** Un certificat médical relatif à une absence pour motif de santé qui a déjà été soumis à l'arbitrage n'est valable que s'il mentionne une aggravation de la maladie précédente ou une nouvelle maladie. Il peut alors donner lieu à un nouveau contrôle médical et, le cas échéant, à un nouvel arbitrage.

CHAPITRE V. — *Dispositions particulières*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le médecin-contrôleur et l'arbitre doivent avoir cinq ans d'expérience comme médecin généraliste ou une pratique équivalente.

Dans le cadre de leur mission, ils exercent leur fonction en totale neutralité.

§ 2. Un médecin ne peut pas accepter une mission de médecin-contrôleur ou d'arbitre s'il sait qu'il existe une des causes de récusation suivantes en sa personne :

- 1° il a émis le certificat médical contesté;
- 2° il est intervenu comme médecin-contrôleur dans le litige soumis à la procédure d'arbitrage;
- 3° il est le conseiller en prévention-médecin du travail qui est chargé de la médecine du travail au profit de l'unité du militaire concerné;
- 4° il a prodigué des soins au militaire concerné au cours de l'année écoulée;
- 5° il est marié avec le militaire, cohabitant ou parent jusqu'au quatrième degré;
- 6° des faits ou circonstances ont eu lieu qui peuvent influencer l'avis objectif et neutre.

Le militaire concerné peut également invoquer une des causes de récusation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Il est statué sur une cause de récusation par l'autorité désignée.

**Art. 17.** Les frais de contrôle médical ainsi que ceux des examens supplémentaires sollicités par le médecin-contrôleur sont à charge de la Défense, à l'exception des frais de déplacement du militaire concerné en cas de convocation au cabinet du médecin-contrôleur pendant la période d'interdiction si le militaire n'était pas à son lieu de résidence lors du contrôle.

Les frais liés à l'arbitrage sont à charge de la Défense. Toutefois, les frais sont à charge du militaire concerné lorsque l'arbitrage est effectué par un médecin n'appartenant pas à la Défense et que cet arbitrage donne tort au médecin traitant.

**Art. 18.** Pour autant qu'il n'ait pas comparu devant la commission militaire d'aptitude et de réforme, tout militaire absent pour motif de santé de manière ininterrompue pendant plus de vingt-huit jours, doit se présenter auprès du médecin du travail compétent de son unité, le premier jour de sa reprise du travail, afin d'examiner la capacité de travail pour la fonction exercée.

HOOFDSTUK IV. — *De arbitrage*

**Art. 14.** § 1. Binnen vierentwintig uur volgend op de betekening van de vating door de controlegeneesheer, belast de aangewezen overheid een deskundig geneesheer met een arbitrageopdracht, hierna arbiter genoemd, met het oog op het beslechten van het medisch geschil.

De arbiter moet worden gekozen in overleg met de betrokken militair uit een door de onderstafchef welzijn opgestelde lijst. Kunnen alleen in die lijst opgenomen worden geneesheren die aan de in artikel 16, § 1, bedoelde voorwaarden voldoen.

§ 2. De arbiter nodigt de controlegeneesheer en de geneesheer die het geneeskundig getuigschrift heeft afgeleverd uit om hun argumenten te laten gelden.

Als hij het noodzakelijk vindt, kan de arbiter een geneeskundig onderzoek van de militair uitvoeren. De militair die dit onderzoek weigert, aanvaardt onvoorwaardelijk de beslissing van de controlegeneesheer.

De arbiter spreekt zich uit over de gegrondheid en de duur van de afwezigheid. Hij betekent zijn beslissing aan de partijen per aangetekende brief binnen vijf werkdagen na zijn aanwijzing. Deze beslissing is definitief en bindt de partijen.

§ 3. De nadere uitvoeringsregels van de arbitrageprocedure worden bepaald in een reglement.

**Art. 15.** Een geneeskundig getuigschrift betreffende een afwezigheid om gezondheidsredenen die reeds aan de arbitrage werd onderworpen, is slechts geldig als dit een verergering van de vorige aandoening of een nieuwe aandoening vermeldt. Het kan dan aanleiding geven tot een nieuwe medische controle en, in voorkomend geval, tot een nieuwe arbitrage.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen*

**Art. 16.** § 1. De controlegeneesheer en de arbiter moeten vijf jaar ervaring hebben als huisarts of een daarmee vergelijkbare praktijk.

In het kader van hun arbitrageopdracht oefenen ze hun functie uit in volledige neutraliteit.

§ 2. Een geneesheer kan een opdracht van controlegeneesheer of van arbiter niet aanvaarden wanneer hij weet dat er ten opzichte van hem een van de volgende wrakingsgronden bestaat :

- 1° hij het aangevochten geneeskundig getuigschrift heeft opgesteld;
- 2° hij als controlegeneesheer in het aan de arbitrageprocedure onderworpen geschil is tussengekomen;
- 3° hij de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer is die belast is met de arbeidsgeneeskunde ten voordele van de eenheid van de betrokken militair;
- 4° hij zorgen aan de betrokken militair heeft verstrekt in de loop van het afgelopen jaar;
- 5° hij gehuwd is of samenleeft met de militair, of verwant is tot de vierde graad;
- 6° er zich feiten of omstandigheden voordeden die het objectief en neutraal oordeel kunnen beïnvloeden.

De betrokken militair kan eveneens een van de in het eerste lid bedoelde wrakingsgronden inroepen.

Er wordt over een wrakingsgrond uitspraak gedaan door de aangewezen overheid.

**Art. 17.** De kosten van de medische controle alsook deze voor bijkomende onderzoeken opgedragen door de controlegeneesheer zijn ten laste van Landsverdediging, met uitzondering van de verplaatsingskosten van de betrokken militair bij oproep naar het kabinet van de controlegeneesheer binnen de sperperiode indien de militair zich niet op zijn verblijfplaats bevond bij de controle.

De kosten verbonden aan de arbitrage worden gedragen door Landsverdediging. De kosten zijn evenwel ten laste van de betrokken militair als de arbitrage uitgevoerd wordt door een geneesheer die niet tot Landsverdediging behoort en als die arbitrage de behandelende geneesheer in het ongelijk stelt.

**Art. 18.** Voor zover hij niet voor de militaire commissie voor geschiktheid en reform verschenen is, dient elke militair die gedurende meer dan achtentwintig dagen ononderbroken afwezig was om gezondheidsredenen, zich op de eerste dag van de werkhervatting aan te bieden bij de arbeidsgeneesheer, bevoegd voor zijn eenheid, om de arbeidsgeschiktheid voor de uitgeoefende functie na te gaan.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoire et finale*

**Art. 19.** L'arrêté royal du 23 mars 1989 relatif aux absences pour motif de santé des militaires des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> octobre 1992, 11 août 1994 et 3 mai 2003, est abrogé.

**Art. 20.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2005.

**Art. 21.** Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Nice, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
A. FLAHAUT

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 19.** Het koninklijk besluit van 23 maart 1989 betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de militairen van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 oktober 1992, 11 augustus 1994 en 3 mei 2003, wordt opgeheven.

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2005.

**Art. 21.** Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
A. FLAHAUT

## MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2005 — 2003

[C — 2005/07199]

**10 AOUT 2005. — Arrêté royal  
relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, notamment l'article 3-C;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, notamment les articles 5, modifié par les lois des 20 mai 1994 et 22 mars 2001, et 9, modifié par la loi du 16 mars 2000;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces armées, notamment l'article 16, remplacé par la loi du 28 décembre 1990;

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 117;

Vu la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, notamment l'article 18, remplacé par la loi du 28 décembre 1990;

Vu la loi du 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées, notamment l'article 12, remplacé par la loi du 28 décembre 1990;

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire, notamment l'article 90, remplacé par la loi du 22 mars 2001;

Vu la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées, notamment les articles 19, modifié par la loi du 27 mars 2003, et 72;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme, modifié par les arrêtés royaux des 25 octobre 1963, 14 février 1989 et 3 mai 2003;

Vu le protocole du Comité de négociation du personnel militaire des forces armées, clôturé le 3 janvier 2005;

Vu l'avis 38.255/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 avril 2005;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des commissions militaires d'aptitude et de réforme*

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé une commission militaire d'aptitude et de réforme (CMAR) et une commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel (CMARA).

**Art. 2.** Le chef de corps doit entamer la procédure de comparution devant la CMAR à l'égard du militaire qui entre dans son sixième mois d'absence pour motif de santé, soit qu'il ait été absent pendant cinq mois consécutifs, soit qu'il ait été absent pendant cinq mois sur une période de douze mois.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2005 — 2003

[C — 2005/07199]

**10 AUGUSTUS 2005. — Koninklijk besluit  
betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen samengeordend door het koninklijk besluit van 11 augustus 1923, inzonderheid op artikel 3-C;

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, inzonderheid op de artikelen 5, gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1994 en 22 maart 2001, en 9, gewijzigd bij de wet van 16 maart 2000;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 16, vervangen bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 117;

Gelet op de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 18, vervangen bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 12, vervangen bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel, inzonderheid op artikel 90, vervangen bij de wet van 22 maart 2001;

Gelet op de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservékader van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 19, gewijzigd bij de wet van 27 maart 2003, en 72;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 oktober 1963, 14 februari 1989 en 3 mei 2003;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht, afgesloten op 3 januari 2005;

Gelet op het advies 38.255/4 van de Raad van State, gegeven op 12 april 2005;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De militaire commissies voor geschiktheid en reform*

**Artikel 1.** Er wordt een militaire commissie voor geschiktheid en reform (MCGR) en een militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform (MCBGR) ingesteld.

**Art. 2.** De korpscommandant moet de procedure opstarten voor het verschijnen van de MCGR voor de militair die zijn zesde maand afwezigheid om gezondheidsredenen ingaat, hetzij doordat hij gedurende vijf opeenvolgende maanden afwezig is geweest, hetzij doordat hij vijf maanden over een periode van twaalf maanden afwezig is geweest.